
Assemblée des États Parties

Distr. générale
21 novembre 2005
FRANÇAIS
Original: anglais

Reprise de la quatrième session

New York
26-27 janvier 2006

Élection de membres du Comité du budget et des finances

Note du Secrétariat

1. À la sixième séance de sa troisième session, le 10 septembre 2004, l'Assemblée des États Parties a décidé que l'élection de six membres du Comité du budget et des finances aurait lieu à la reprise de la quatrième session de l'Assemblée, qui se tiendra à New York aux dates exactes qui seront fixées par le Bureau de l'Assemblée. Le 23 février 2005, le Bureau a décidé que le scrutin aurait lieu les 26 et 27 janvier 2006 et que la période de présentation des candidatures s'étendrait du 18 juillet au 9 octobre 2005.

2. Le Comité du budget et des finances a été créé par l'Assemblée des États Parties en vertu de la résolution ICC-ASP/1/Res.4 du 3 septembre 2002. Son mandat est défini dans l'annexe à la résolution. Le paragraphe 2 de ladite annexe a été modifié par l'Assemblée en vertu de sa résolution ICC-ASP/2/Res.5 du 12 septembre 2003.

3. La procédure de présentation des candidatures et d'élection des membres du Comité du budget et des finances a été définie par l'Assemblée des États Parties dans sa résolution ICC-ASP/1/Res.5 du 3 septembre 2002. Le paragraphe 15 de ladite résolution a été modifié par la résolution ICC-ASP/2/Res.4 du 12 septembre 2003. Le paragraphe 6 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5 dispose que, pour toute candidature, il doit être indiqué de quelle manière le candidat répond aux exigences du paragraphe 2 de la résolution ICC-ASP/1/Res.4, c'est-à-dire être un expert d'un État Partie dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international.

4. La répartition des sièges entre les groupes régionaux aux fins de la première élection, établie au paragraphe 8 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, est la suivante:

- Groupe des États d'Afrique: deux sièges;
- Groupe des États d'Asie: deux sièges;
- Groupe des États d'Europe orientale: deux sièges;
- Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes: deux sièges;
- Groupe des États d'Europe occidentale et autres États: quatre sièges.

5. À la dixième séance de sa première session, le 7 février 2003, l'Assemblée a élu 10 membres du Comité parmi les groupes des États d'Afrique, des États d'Asie, des États d'Amérique latine et des Caraïbes et des États d'Europe occidentale et autres États. À la

première séance de sa deuxième session, le 8 septembre 2003, l'Assemblée a élu deux membres du Comité du Groupe des États d'Europe orientale.

6. À la cinquième séance de sa deuxième session, le 12 septembre 2003, le Président de l'Assemblée, conformément au paragraphe 13 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5 du 3 septembre 2002, a tiré au sort les membres élus qui siègeraient pendant des mandats de deux et trois ans respectivement comme prévu par la résolution ICC-ASP/1/Res.4, telle que modifiée la résolution ICC-ASP/2/Res.5 du 12 septembre 2003. Les membres dont le mandat doit prendre fin le 20 avril 2006 occupent les sièges correspondant aux groupes régionaux ci-après:

- un siège du Groupe des États d'Afrique;
- deux sièges du Groupe des États d'Asie;
- un siège du Groupe des États d'Europe orientale;
- un siège du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes;
- un siège du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

7. Conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, aucun effort ne sera épargné pour élire les membres du Comité par consensus, sur la base d'une recommandation du Bureau. Le paragraphe 10 de la résolution dispose qu'en l'absence de consensus, l'élection des membres du Comité est considérée comme une question de fond et régie par les dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 7 de l'article 112 du Statut de Rome, qui se lit comme suit:

«7. Chaque État Partie dispose d'une voix. L'Assemblée et le Bureau s'efforcent dans toute la mesure possible d'adopter leurs décisions par consensus. Si le consensus n'est pas possible, et à moins que le Statut n'en dispose autrement:

- a) Les décisions sur les questions de fond sont prises à la majorité des deux tiers des présents et votants, la majorité absolue des États Parties constituant le quorum pour le scrutin».

8. En application du paragraphe 11 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, l'élection se déroule au scrutin secret. Il peut toutefois être dérogé à cette exigence si le nombre de candidats correspond au nombre de sièges à pourvoir ou, dans le cas de candidats appuyés par les groupes régionaux respectifs, à moins qu'une délégation ne demande expressément que telle ou telle élection fasse l'objet d'un vote.

9. En application du paragraphe 12, les personnes élues sont les candidats de chaque groupe qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité des deux tiers des États Parties présents et votants, sous réserve que la majorité absolue des États Parties constitue le quorum exigé pour le scrutin.

10. À la date d'expiration de la période de présentation de candidatures, le 9 octobre 2005, il avait été reçu six candidatures

11. Les six candidatures reçues émanaient du Groupe des États d'Afrique (une), du Groupe des États d'Asie (deux), du Groupe des États d'Europe orientale (une), du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes (une) et du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États (une).

12. La liste, dans l'ordre alphabétique anglais, des candidats présentés accompagnée des documents pertinents, établie conformément au paragraphe 7 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, figure en annexe à la présente note.

Annexe

[Original: anglais/espagnol/français]

Liste alphabétique des candidats (avec indication des qualifications)

Table des matières

<i>Nom et État dont le candidat est ressortissant*</i>	<i>Page</i>
1. Dah-Kindji, Lambert (Bénin)	4
2. Dutton, David (Australie)	7
3. Gharaibeh, Fawzi (Jordanie)	9
4. Hahn, Myung-jae (République de Corée)	14
5. Sopková, Elena (Slovaquie)	16
6. Wins Arnábal, Santiago (Uruguay)	18

* Sauf indication contraire, il s'agit également de l'État présentant la candidature.

1. Dah-Kindji, Lambert (Bénin)

[Original: français]

Note verbale

L'Ambassade de la République du Bénin à Bruxelles présente ses compliments à la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye et, se référant à ses notes ICC-ASP/4/S/2 du 14 mars 2005 et ASP/2005/035 du 10 juin 2005, a l'honneur de présenter à nouveau la candidature de M. Lambert Dah-Kindji, Directeur du Budget d'investissements publics à la Direction générale du budget et du matériel, pour le renouvellement de son mandat au sein du Comité du budget et des finances à la Cour pénale internationale (CPI).

...

* * *

Indication des qualifications

Renseignements personnels

Nom:	Dah-Kindji
Prénoms:	Z. Lambert
Date et lieu de naissance:	17 septembre 1956, Bonou
Nationalité:	Béninoise
Situation familiale:	Marié, père de cinq enfants
Grade:	Administrateur des banques et institutions financières.

Activités professionnelles

29 avril 1982: Prise de service à la Direction des marchés publics et du matériel (DMPM) au Ministère des finances en qualité de Contrôleur des services financiers

28 juillet 1994: Prise de service à la Direction générale du budget et du matériel

Fonctions occupées

2002 à ce jour: Directeur du budget d'investissements publics au Ministère des finances et de l'économie

- Membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale
- Membre du Conseil d'administration du Centre de promotion des investissements
- Membre du Conseil d'administration de l'Office béninois de recherches géologiques et minières
- Membre du Groupe des experts de l'Autorité du Bassin du Niger

2000-2002: Chef du Service dépenses en capital à la Direction du budget d'investissements publics

- 1998-2000: Chef de la Division budget d'investissements de l'Administration centrale à la Direction du budget d'investissements publics
- 1996: Chef de la Division dépenses non réparties du personnel à la Direction de l'exécution du budget
- 1995: Chef de la Division dépenses de transferts à la Direction de l'exécution du budget
- 1994: Chef de la Division budget d'équipement socio-administratif à la Direction de l'exécution du budget
- 1982-1994: Service des logements et du matériel de la Direction des marchés publics et du matériel (Ministère des finances)
Service de la comptabilité de la Direction des marchés publics et du matériel (Ministère des finances)
Service des marchés publics de la Direction des marchés publics et du matériel

Études suivies et diplômes obtenus

Études primaires et secondaires:

- Diplômes:* CEPE en 1971 à Natitingou
BEPC en 1975 à Natitingou
BAC (D) en 1979 à Cotonou

Études supérieures:

- Diplômes:* Maîtrise ès sciences économiques (Option: Planification) à l'Université nationale du Bénin
Diplôme d'études supérieures bancaires et financières de la 19^{ème} promotion du Centre ouest-africain de formation en études bancaires (COFEB) de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Dakar

Service militaire:

- 1980-1981: Service civique, patriotique, idéologique et militaire (2^{ème} promotion des jeunes bacheliers révolutionnaires)

Stages et formation

- Stage de formation sur le plan comptable, Organisation commune africaine et malgache (OCAM) (1984)
- Séminaire sur les nouvelles procédures du PNUD applicables à l'exécution nationale (octobre 1999)
- Séminaire sur le suivi-évaluation du budget-programme (PERC) (mai 2000)
- Séminaire sur la formation en programmation et politique financières (juillet 2000)
- Séminaire sur la passation des marchés (Optique Banque mondiale) au Centre africain d'études supérieures en gestion (CESAG) (novembre 2000)

- Stage de formation sur le Système intégré de gestion des finances publiques (SIGFIP) (mars 2001)
- Séminaire sur la procédure de passation des marchés de la Banque africaine de développement (BAfD) et de la Banque mondiale (novembre 2002).

Autres

- Animation d'un module de formation des gestionnaires de crédits de la Direction de l'hydraulique sur la gestion financière des projets (août 2000);
- Consultant du Service d'analyse et de gestion financières (SAGEFI) chargé d'animer les modules de formation sur les techniques de passation de marchés;
- Formation en passation de marchés au Centre de perfectionnement et d'assistance en gestion des entreprises (CEPAG);
- Régisseur de la Caisse d'avances du projet de climatisation du bloc des Directions techniques du Ministère des finances et de l'économie;
- Membre du comité de pilotage du Projet de développement des ressources humaines et de la population;
- Membre du comité de pilotage du Projet Santé II de la Banque africaine de développement (BAfD);
- Vérificateur des Caisses des comptables publics, des agents intermédiaires de recettes et des régisseurs des caisses d'avances et de menues dépenses depuis 1982.

Langues lues, parlées et écrites:

Français, anglais

Adresse personnelle: 03 BP 1562 Cotonou (Bénin)

Courriel: dbip@finance.gouv.bj

Téléphone: Service: (229) 30-74-83
Domicile: (229) 33-99-74
Cellulaire: (229) 96-58-35
Télécopie: (229) 30-18-51

2. Dutton, David (Australie)

[Original : anglais]

Note verbale

...

En outre, l'Ambassade d'Australie a l'honneur de faire savoir que l'Australie a décidé de présenter la candidature du M. David Dutton à la réélection au Comité du budget et des finances.

Conformément au paragraphe 2 de l'annexe de la résolution portant création du Comité du budget et des finances (ICC-ASP/1/Res.4), l'Ambassade d'Australie a le plaisir de faire savoir que M. Dutton est un expert de réputation et d'expérience reconnues en matière financière au plan international.

M. Dutton est membre du Comité du budget et des finances depuis son élection à la première session (reprise) de l'Assemblée des États Parties, le 21 avril 2003, et a apporté la preuve de sa familiarité avec les affaires financières de la Cour pénale internationale. À ce titre, M. Dutton a régulièrement fait fonction de rapporteur du Comité du budget et des finances et a participé activement aux activités du Comité dans son rôle de supervision de la gestion de la Présidence, du Procureur et du Greffier concernant l'administration de la Cour, ainsi qu'à l'examen et à l'élaboration du budget de la Cour. En sa qualité de membre du Comité du budget et des finances, M. Dutton a examiné les projets de budget-programme de la Cour et a formulé des recommandations à l'Assemblée des États Parties à ce sujet ainsi qu'à propos de différentes autres questions administratives.

M. Dutton a récemment été représentant de l'Australie à la Cinquième Commission (questions administratives et budgétaires) de l'Assemblée générale des Nations Unies et a apporté la preuve de ses connaissances spécialisées des opérations financières de l'Organisation des Nations Unies, et notamment des tribunaux pénaux internationaux pour le Rwanda et pour l'ex-Yougoslavie. En cette qualité, M. Dutton a examiné et fait des recommandations concernant les projets de budget-programme de l'Organisation et examiné les rapports concernant les opérations financières de cette dernière.

Le curriculum vitae de M. Dutton indiquant qu'il justifie des qualifications requises pour être réélu membre du Comité du budget et des finances est joint à la présente note.

L'Australie continue d'appuyer solidement la Cour pénale internationale et est par conséquent heureuse de pouvoir présenter, en la personne de M. Dutton, un candidat particulièrement éminent et qualifié au Comité du budget et des finances. L'Australie est certaine que la réélection de M. Dutton permettra au Comité du budget et des finances de fournir plus facilement des avis d'experts indépendants sur les questions financières et budgétaires à l'Assemblée des États Parties et aux organes de la Cour pénale internationale.

...

* * *

Indication des qualifications

Renseignements personnels

Nom: Dutton
Prénom: David
Date et lieu de naissance: 9 juin 1972, Sydney (Australie)

Éducation

Ph. D., Université de Melbourne, 1998
B. A. Honours, First Class, Macquarie University, 1994

Expérience

- Membre et rapporteur du Comité du budget et des finances de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (depuis le 21 avril 2003)
- Comité des contributions de l'Assemblée générale des Nations Unies (depuis 2004)
- Responsable de la Division pour le Sud et le Sud-Est de l'Asie du Ministère des affaires étrangères et du commerce, Canberra (depuis août 2005)
- Premier secrétaire à la Mission permanente de l'Australie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York (2002-août 2005) et représentant de l'Australie à la Cinquième Commission (questions administratives et budgétaires) de l'Assemblée générale des Nations Unies à ses cinquante-septième, cinquante-huitième et cinquante-neuvième sessions
- Responsable de la Division de la sécurité internationale du Ministère des affaires étrangères et du commerce, Canberra (1998-2002)
- Chargé de cours aux Départements des sciences politiques et d'histoire de l'Université de Melbourne (1995-1998)
- Membre du Comité des finances et du Comité du budget de la Faculté des lettres, Université de Melbourne (1997-1998)
- Secrétaire général, Postgraduate Association, Université de Melbourne (1997)

Délégations multilatérales

- Première session de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale
- Cinquième Conférence d'examen de la Convention sur les armes biologiques
- Conseil des Gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (2001)

Publications

M. Dutton a publié une monographie, de nombreux chapitres d'ouvrages et articles spécialisés, ainsi que plusieurs critiques d'ouvrages consacrés à des sujets tels que la citoyenneté, les droits de l'homme, les migrations et les relations extérieures de l'Australie.

3. **Gharaibeh, Fawzi (Jordanie)**

[Original: anglais]

Note verbale

...

Conformément aux résolutions ICC-ASP/1/Res.4 et ICC-ASP/1/Res.5 de l'Assemblée, le Royaume hachémite de Jordanie propose la réélection de M. Fawzi Gharaibeh au Comité du budget et des finances (CBF) à l'occasion des élections qui se tiendront à New York lors de la reprise de la quatrième session de l'Assemblée des États Parties, les 26 et 27 janvier 2006. La candidature de M. Gharaibeh concerne l'un des deux sièges attribués aux États d'Asie, pour le mandat commençant le 21 avril 2006.

M. Gharaibeh possède une profonde connaissance et une vaste expérience des questions financières au niveau international. Dans le cadre de ses fonctions en qualité de membre du CBF, il a beaucoup contribué aux travaux du Comité, procédant notamment à l'examen des projets de budget et des recommandations connexes du Comité.

M. Gharaibeh est spécialisé dans les domaines de la comptabilité, de la finance et de l'économie. Il a derrière lui une longue carrière en milieu universitaire, mais aussi dans les secteurs public et privé, dans son pays et à l'échelle internationale. En Jordanie, il a été Ministre de l'éducation, Président de l'université de Jordanie et Doyen de la faculté d'économie et de sciences administratives. Il a également été membre du Conseil exécutif de l'UNESCO. Il est l'auteur de très nombreuses publications dans les domaines de l'économie, de la finance et de la comptabilité.

On trouvera ci-joint le curriculum vitae de M. Gharaibeh.

La Mission permanente du Royaume hachémite de Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies prie le Secrétariat de l'Assemblée des États Parties de prendre acte de la candidature de M. Gharaibeh et de diffuser cette candidature et les documents qui l'accompagnent aux États Parties au Statut de Rome, conformément à la procédure appropriée.

...

* * *

Indication des qualifications

Renseignements personnels

Lieu de naissance :	Jordanie
Date de naissance:	Novembre 1943
Nationalité:	Jordanienne
Situation familiale:	Marié, trois enfants
Langues:	arabe (langue maternelle) et anglais; français parlé

Adresse permanente: P.O. Box 375
Al-Jubeiha 11941
Amman (Jordanie)

Téléphone: +962-6-5932214
Télécopie: +962-6-5923455
Courriel: lana123@go.com.jo

Formation

1972 Doctorat, Université du Wisconsin (États-Unis)
1968 Mastère de gestion, Texas Tech University (États-Unis)
1965 Licence (commerce) avec mention, Université du Caire

Domaines de spécialisation

Comptabilité, finance et économie

Fonctions occupées

Depuis 2003 Membre du Comité du budget et des finances créé par l'Assemblée des États Parties au Statut de la Cour pénale internationale

Depuis 2002 Professeur émérite

2001-2005 Membre du Conseil exécutif et de la Commission des finances et de l'administration de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Paris

1999-2000 Président du Conseil d'administration, Jordan Phosphate Mines Co. Ltd.

1998-1999 Ministre de l'éducation, Jordanie

1991-1998 Président de l'Université de Jordanie

1986-1990 Vice-Président pour les questions administratives de l'Université de Jordanie

1983-1986 Doyen de la Faculté d'économie et de sciences administratives de l'Université de Jordanie

1981-1998 Professeur, Faculté d'économie et de sciences administratives de l'Université de Jordanie

1976-1981 Maître de conférences, Faculté d'économie et de sciences administratives de l'Université de Jordanie

1972-1976 Maître-assistant, Faculté d'économie et de sciences administratives de l'Université de Jordanie

1980-1981 Président du Département de comptabilité de la Faculté d'économie et de sciences administratives de l'Université de Jordanie

1978-1979 Universitaire invité, LBJ School of Public Affairs, Université du Texas, Austin (États-Unis)

Été 1978 Professeur invité, Portland State University (États-Unis)

1975-1978 Vice-doyen, Faculté d'économie et de sciences administratives de l'Université de Jordanie

1974-1975 Président de la faculté d'économie et de sciences administratives de l'Université de Jordanie

Publications

Ouvrages (en anglais)

- *The Badia of Jordan: A Process of Change*. Amman, University of Jordan Press, 1987 (ouvrage commun)
- *The Economies of the West Bank and Gaza Strip*. Boulder, Colorado (États-Unis), Westview Press, 1987
- *The Bedouin of Jordan: A People in Transition*. Amman, Royal Scientific Society Press, 1987 (ouvrage commun)
- *The Small and Handicraft Industries in Jordan*. Amman, Industrial Development Bank, n.d., 1976 (ouvrage commun)

Ouvrages (en arabe)

- *Les problèmes contemporains en Jordanie. Édition et introduction*. Amman et Beyrouth, Fondation Abdel Hamid Shoman et Institut arabe pour les études et les publications, 2001
- *Principes comptables*. New York, John Wiley and Sons, 1983 (ouvrage collectif)
- *La comptabilité pour les cadres*. Amman, Presse El-Dustour, 1982 (ouvrage collectif)
- *Recherche méthodologique en sciences sociales et en humanités*. Amman, Royal Scientific Society Press, 1977 (ouvrage collectif); deuxième édition, 2002
- *La comptabilité analytique: Principes, procédures et contrôle*. Amman, Philadelphia Publishing House, 1975

Articles (en anglais)

- «Bedouin Settlement: Organizational, Legal and Administrative Structure: The Experience of Jordan», in Galaty, John G., Aronson Dan et Salzman, Philip Carl, éd. *The Future of Pastoral Peoples*. Ottawa, Centre de recherches pour le développement international, 1981 (en collaboration)
- «West Asia and Southeast Asia: A Commentary», in *Economic Relations between West Asia and Southeast Asia*. Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, 1978
- «Foreign Companies in Jordan: Problems and Prospects», *Arab Journal of Administration* (octobre 1979) (en collaboration)
- «Doing Business in the Arab World: Problems and Prospects», in *The Arab World: Business Opportunities*. Singapour, Compa Publications, 1977 (en collaboration)
- «Amman Region and its Weight in Jordan's Economy», *Orient*, 1976 (article commun)

Articles (en arabe)

- «L'éducation en Jordanie et les enjeux du XXI^e siècle», in *Contemporary Issues in Jordan*, 2001
- «Corrélation entre les valeurs beta des variables comptables et du marché comme mesure du risque systémique», in *Public Shareholding Companies in Jordan*, *Dirasat*, 1996 (en collaboration)
- «Utilisation des ratios financiers comme prédictors du succès des entreprises industrielles en Jordanie», *Dirasat*, 1990 (en collaboration)
- «Les états financiers annuels des entreprises industrielles jordaniennes et leur pertinence aux fins des décisions d'investissement», *Dirasat*, 1990 (en collaboration)
- «Contenu des états financiers annuels des entreprises jordaniennes – Chiffre d'affaires», *Dirasat*, 1989 (en collaboration)
- «Actualité des états financiers des entreprises industrielles jordaniennes», *Dirasat*, 1988 (en collaboration)
- «Contenu des états comptables des entreprises industrielles jordaniennes», *Abkath Al-Yarmouk*, 1988 (en collaboration)
- «Les ratios financiers comme prédictors d'échec dans les entreprises industrielles jordaniennes», *Dirasat*, 1987 (en collaboration)
- «Divulgence de l'information dans les états financiers annuels des entreprises industrielles jordaniennes», *Dirasat*, 1986 (en collaboration)
- «Étendue de l'utilisation des systèmes de comptabilité analytique dans les entreprises industrielles jordaniennes», *Dirasat*, 1986 (en collaboration)
- «L'inflation dans la comptabilité des entreprises jordaniennes: une étude de cas», *Economics and Administrative Research*, 1981
- «La fonction comptable et le chef comptable dans les entreprises jordaniennes», *Dirasat*, 1981
- «L'utilisation d'équations simultanées dans l'allocation des coûts du service après-vente: une étude de cas», *Journal of Business Research*, 1980
- «Le climat des investissements en Jordanie», *Businessmen*, 1978
- «Le contrôle interne des entreprises: évaluation quantitative», *Dirasat*, 1976 (en collaboration)
- «L'industrie moderne de la construction: une étude de cas», *Dirasat*, 1975 (en collaboration)
- «Utilisation de la programmation linéaire dans l'allocation des coûts fixes: la Paper and Cardboard Manufacturing Company», *Proceedings of the Second Annual Conference on Operations Research*, Le Caire, Société égyptienne de recherche opérationnelle, 1975

Membre de comités, fondations, etc.*Non universitaires*

- Vice-Président du Conseil supérieur de l'enseignement de Jordanie (1998)
- Membre du Conseil supérieur de l'enseignement de Jordanie (1991)
- Président de l'Association des anciens élèves jordaniens des universités et instituts des États-Unis, Amman (1991)
- Membre du Conseil d'administration de la Fondation Roi Hussein (1999)

- Membre du Conseil d'administration du prix Wasfi Tall, Centre international et islamique d'information et d'études, Amman (1996-2000)
- Membre de la Commission de direction de l'Université de la Méditerranée (Italie) (1996-1998)
- Membre du Conseil d'administration de l'Institut de diplomatie, Amman (1995-1998)
- Membre du Conseil des affaires mondiales, Amman (1984-1998)
- Membre suppléant du Conseil exécutif de l'Association internationale des universités, Paris (1995-1998)
- Membre et Trésorier de la Commission jordano-américaine d'échanges internationaux (Fulbright) (1994-1997)
- Membre de l'Association comptable américaine (1991-1996)
- Membre du Comité des conseillers économiques du Gouvernement jordanien (1991-1993)
- Membre (1988-1991) puis Président (1991-1994) du Comité consultatif chargé d'évaluer les politiques de l'enseignement supérieur en Jordanie
- Membre du Comité consultatif auprès de la Faculté de sciences administratives et économiques de l'Université du Qatar (1985-1992)
- Président du Comité chargé d'évaluer les diplômes accordés par des universités étrangères (1986-1991)
- Membre du Conseil d'audit de Jordanie (1985-1991)
- Membre du Comité chargé de rédiger la Charte nationale jordanienne (1989-1990)
- Membre du Conseil d'administration de la Jordan Cigarette and Tobacco Company (1984-1990)
- Président du Comité chargé d'évaluer les programmes d'administration des entreprises des centres d'enseignement universitaires communautaires (1985-1986)
- Membre du Comité chargé d'évaluer l'actif et le passif de la United Insurance Company et de la Arab-Belgian Insurance Company (1986)

Université de Jordanie

- Membre du Conseil d'administration du Centre d'études stratégiques (2002)
- Président du Conseil de l'Université (1991-1998)
- Président du Conseil des doyens (1991-1998)
- Président du Comité des nominations et des promotions (1991-1998)
- Président du Fonds d'investissement (1991-1998)
- Président du Fonds de prévoyance (1991-1998)
- Président du Centre d'études stratégiques (1991-1998)
- Président du Fonds pour le logement (1986-1990)
- Président du Centre de consultation, de services techniques et d'études (1984-1990)
- Président de la Commission des finances (1986-1990)

Décorations

Médaille de l'indépendance de première classe.

4. Hahn, Myung-jae (République de Corée)

[Original : anglais]

Note verbale

L'Ambassade de la République de Corée présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties et, se référant à sa note n° ICC-ASP/4/S/2 du 14 mars 2005, a l'honneur d'informer le Secrétariat que la République de Corée a décidé de présenter la candidature de M. Myung-jae Hahn à la réélection au Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale (CPI) lors du scrutin qui doit avoir lieu à la quatrième session de l'Assemblée des États Parties, en janvier 2006.

...

* * *

Indication des qualifications

M. Myung-jae Hahn est un expert des questions financières au plan international. Il a été conseiller à la Mission de la République de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies. Il est premier Vice-président du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale. M. Hahn est ressortissant de la République de Corée.

* * *

Renseignements personnels

Nom: Hahn, Myung-jae
Date de naissance: 16 août 1956

Éducation

1980 Université de Yensei (licence en droit)
1982 École des hautes études en communication (maîtrise)

Carrière professionnelle

1982 Entrée au Ministère des affaires étrangères
1983 Service militaire (lieutenant de Police militaire)
1986 Directeur adjoint de la Division du droit international
1988 Deuxième secrétaire, Mission permanente de la République de Corée auprès de la Communauté européenne
1991 Premier secrétaire, Ambassade de la République de Corée au Brunei Darussalam
1993 Directeur adjoint, Division des affaires de l'Amérique du Nord
1994 Chef de la Section du personnel

- 1995 Premier secrétaire et consul, Ambassade de la République de Corée au Canada
- 1998 Directeur de la Division consulaire
- 2002 Conseiller, Mission permanente de la République de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies
- 2005 Ministre conseiller et consul général, ambassade de la République de Corée en Mongolie

Carrière à l'Organisation des Nations Unies

- Président du Groupe des États d'Asie, Autorité internationale des fonds marins
- Coordonnateur du Groupe asiatique d'experts juridiques
- Vice-président, Conférence sur le droit de la mer
- Vice-président, Comité du budget et des finances

Situation de famille

Marié, 3 enfants.

5. Sopková, Elena (Slovaquie)

[Original: anglais]

Note verbale

La République slovaque présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties à la Cour pénale internationale et, se référant à sa note ICC-ASP/4/S/2 du 14 mars 2005, à l'honneur de faire savoir que le Gouvernement slovaque a décidé de présenter la candidature de Mme Elena Sopková à la réélection au l'un des sièges du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale attribués au groupe des États d'Europe orientale lors de l'élection de six membres du Comité qui se tiendra durant la reprise de la quatrième session de l'Assemblée des États Parties, les 26 et 27 janvier 2006, à New York. Une indication des qualifications de Mme Elena Sopková et son curriculum vitae sont joints à la présente note.

...

* * *

Indication des qualifications

Mme Elena Sopková est une spécialiste des questions financières internationales dont la réputation et l'expérience sont reconnues au niveau international. Comme le montre le curriculum vitae ci-joint, son expérience des questions financières et économiques est avérée; de plus, elle a occupé de nombreuses fonctions au sein du gouvernement et au plan international. Elle est actuellement membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale. Ayant exercé pendant sept ans les fonctions de directrice du Département de la fiscalité internationale, elle a acquis une vaste expérience des questions financières internationales et participé à de nombreuses négociations internationales. Elle est de nationalité slovaque et parle couramment l'anglais et le français.

* * *

Renseignements personnels

Nom : Sopková
Prénom: Elena
Date de naissance: 27 juillet 1954
Lieu de naissance: Trnava (République slovaque)
Adresse: Fialkové údolie 34, 811 01 Bratislava (République slovaque)
Courriel: elanasopkova@yahoo.com
Situation familiale: Mariée, deux enfants

Études

1969-1973 École secondaire d'économie, Bratislava
1973-1978 Université des sciences économiques, Faculté de commerce, Bratislava
2000-2002 Institut de hautes études, Université des sciences économiques, Bratislava – Spécialisation: évaluation de l'économie

Études spécialisées à l'étranger

- 1993-1996 Chambre de commerce et d'industrie de Bruxelles – langue française
- Depuis 1997 Centre d'études de l'Organisation de coopération et de développement économique, Vienne – formation spécialisée pour négociateurs de conventions fiscales

Expérience professionnelle

- Depuis 2003 Chargée d'évaluations juridico-économiques agréée par le Ministère de la justice de la République slovaque
- 2002-2003 KZT, Inc. Bratislava (Slovaquie), chargée d'évaluations
- 1996-2002 Ministère des finances, Directrice du Département de la fiscalité internationale
- 1992-1996 Ministère des affaires étrangères, administrateur civil – 1992-1993: ambassade de la République tchèque et slovaque à Kinshasa: 1993-1996: ambassade de la République slovaque à Bruxelles, Département du commerce et de l'économie
- 1991-1992 Audit Company, Ltd., chargée d'audit
- 1985-1991 Bureau central des finances de la ville de Bratislava, chef du Département du contrôle financier
- 1978-1985 Interhotels Bratislava et Hôtel Bôrik : économiste

Autres activités professionnelles

- 2003 Membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale, La Haye
- 2002 Membre du Conseil de l'Association slovaque des experts économistes

Langues

Français, anglais: courant
Allemand, russe: passif

6. Wins Arnábal, Santiago (Uruguay)

[Original: anglais/espagnol]

Note verbale

La Mission permanente de l'Uruguay auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat de la Cour pénale internationale et a l'honneur de l'informer que le Gouvernement uruguayen a décidé de présenter la candidature de M. Santiago Wins à la réélection au Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale lors du scrutin qui doit avoir lieu prochainement. Cette candidature a déjà été présentée aux États Parties au Statut de Rome.

...

* * *

Indication des qualifications

Expérience professionnelle

- 2005 - Administrateur, Section des affaires spéciales, Département des affaires multilatérales, Ministère des affaires étrangères
 - Représentant du Ministère des affaires étrangères à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC)
 - Représentant suppléant, Système national d'appui aux opérations de maintien de la paix (SINOMAPA)
 - Administrateur, Section des affaires de l'Organisation des Nations Unies, Département des affaires multilatérales, Ministère des affaires étrangères
 - Séminaire sur les législations nationales concernant le trafic illicite d'armes légères et d'armes de petit calibre, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
 - Atelier sur le trafic d'armes dans les pays du MERCOSUR organisé par le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes (UN-LIREC), Porto Alegre (Brésil)
- 2003 - Membre du Comité du budget et des finances, Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale
 - Deuxième Secrétaire, Service diplomatique, promu sur concours interne (décembre 2002)
- 2002 - Représentant aux quatre comités préparatoires du Sommet mondial sur le développement durable (New York/Bali, 2001-2002)
 - Séminaire sur les modèles de consommation durable tenu sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Paris
 - Spécialiste des affaires environnementales, Mission permanente de l'Uruguay auprès de l'Organisation des Nations Unies
- 2001 - Membre du bureau et Rapporteur, Cinquième Commission

- 2000 - Représentant à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (2000-2004)
 - Nommé Troisième Secrétaire, Mission permanente de l'Uruguay auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York
 - Diplômé du cours de formation de l'Académie diplomatique d'Artigas
- 1999 - Fonctionnaire d'administration, Cabinet du Secrétaire général, Ministère des affaires étrangères
 - Représentant à la trente-neuvième session du Comité du programme et de la coordination, Organisation des Nations Unies, New York
- 1998 - Chargé des affaires de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, Département des affaires multilatérales, Ministère des affaires étrangères
 - Membre du Groupe de travail chargé d'élaborer les instructions pour la délégation de l'Uruguay à l'Assemblée générale des Nations Unies, cinquante-deuxième et cinquante-troisième sessions
- 1997 - Nomination comme Troisième Secrétaire à la suite de l'obtention du diplôme du cours de formation de l'Académie diplomatique d'Artigas du Ministère des affaires étrangères
- 1996 - Admission sur concours public à l'Académie diplomatique d'Artigas du Ministère des affaires étrangères

Éducation

- 2002 - Séminaire sur la contribution des échanges et des investissements au développement économique organisé par le Département d'économie et de finances internationales, W. Paul Stillman School of Business, Seton Hall University, août 2001
- 2000 - Diplômé du cours de formation de l'Académie diplomatique d'Artigas du Ministère des affaires étrangères
- 1997 - Séminaire de formation sur l'intégration régionale organisé par la Commission européenne et l'Institut français d'administration publique
- 1992 - Licence en relations internationales, Université de la République orientale de l'Uruguay, Montévidéo
 - Cours sur le commerce extérieur organisé par l'*Asociación de Dirigentes de Marketing* (Association des cadres de marketing) et l'American Management Association International, mai 1992
- 1988 - Baccalauréat (*bachiller*) en droit, école Elbio Fernandez, Uruguay

Langues

Anglais, français, allemand, portugais